

Le 8 mars, on arrête tout, toutes et tous !



#UN JOUR SANS NOUS



Les voyants sont au rouge concernant l'égalité femmes-hommes et les droits des femmes. La situation économique est une des explications de cette situation, la crise que nous traversons touchant les catégories de la population les plus fragiles, dont les femmes font partie, pour 3 raisons essentielles : des revenus amputés du quart par rapport à ceux des hommes, des carrières hachées par la maternité et le temps partiel et enfin une présence massive des femmes dans certains métiers, comme ceux du soin et du lien, qui comportent majoritairement des emplois sous-valorisés.

De plus, le patriarcat n'exerce pas sa violence que dans le domaine économique. Les violences sexistes et sexuelles sont partout : dans l'espace privé et familial, dans l'espace public, dans les transports en commun et, évidemment, au travail, au sein même des entreprises et des administrations. Bref, dans tous les espaces de sociabilisation.

Il serait dangereux de considérer que les progrès constatés ces dernières années sont définitivement acquis, sans remise en cause possible. Le pouvoir actuel nous le prouve depuis presque 7 ans : il déclare à 2 reprises l'égalité femmes-hommes comme LA grande cause nationale du quinquennat, mais n'hésite pas à s'attaquer « en même temps » aux droits des femmes : dégradation de l'accès à la santé (IVG, soins, contraception), attaques contre notre protection sociale (retraites), réactivation de projets aggravant les inégalités (réforme du congé parental, rémunération au mérite pour la fonction publique), refus du dialogue avec les associations féministes, remise en cause de la parole des victimes, inaction pour l'amélioration de la prise en charge des violences au sein des forces de l'ordre ou de la justice.

A Bercy, la CGT est partie prenante des discussions ouvertes depuis 2011 pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes. Force est de constater que depuis cette date, les choses ont peu avancé. Beaucoup de palabres pour des propositions insuffisantes, centrées sur des évaluations, des études, de la formation et de la communication.

Il reste beaucoup à faire pour que des propositions concrètes puissent enfin améliorer la situation des femmes dans notre ministère.

La CGT porte ainsi dans la négociation sur l'égalité femmes-hommes ouverte depuis fin 2023 :

- >>> des mesures de rattrapage des inégalités salariales (10,4 % au détriment des femmes à Bercy) et la nécessité d'avoir des études sur le temps long de la carrière, avec des études de cohorte ;
- >>> des mesures d'amélioration et la levée des freins au déroulement de carrière des femmes ;
- >>> l'amélioration de la mixité des métiers et des fonctions ;
- >>> la mise en œuvre d'une réelle politique de tolérance zéro sur les violences sexistes et sexuelles, avec un renforcement de la protection des victimes (au travers de la protection fonctionnelle) et des sanctions des auteurs (avec la mise en place de sanctions adaptées), ainsi qu'une politique de formation obligatoire, notamment pour les encadrant·e·s, les personnels des services RH et les services d'enquête interne.

Pour mettre en œuvre une véritable politique ambitieuse en matière d'égalité femmes-hommes, il faut des moyens importants. Bercy s'y refuse pour l'instant. Mais les négociations ne sont pas terminées.

Alors, toutes et tous, le 8 mars, envoyons un message très clair au ministère et aux administrations qui en dépendent sur notre volonté de voir enfin progresser l'égalité femmes-hommes à Bercy et les institutions et juridictions financières.

LE 8 MARS 2024, TOUTES ET TOUS EN GRÈVE FÉMINISTE !